

Économie/ social

DROITS TV DE LA LIGUE DES CHAMPIONS : UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE

Richard Bouigue

11/12/2019

Les chaînes Canal + et BeIN Sports ont remporté, le 28 novembre 2019, les droits TV de la Ligue des champions pour la période 2021-2024. Une bonne nouvelle pour les deux chaînes en perte de vitesse ces dernières années. Mais au final, cette attribution n'est-elle pas une nouvelle démonstration d'un système arrivé à bout de souffle et déjà en pleine recomposition ?

Pour rappel, c'est le groupe RMC Sport qui possède actuellement l'exclusivité des droits pour la Ligue des Champions et l'Europa League pour la période 2018-2021. Il lui en aura coûté 350 millions d'euros par an, soit 315 millions d'euros pour la C1 (Ligue des champions) et 35 millions d'euros pour la C3 (Ligue Europa). La chaîne avait alors fait sensation en « chipant » les droits TV à Canal+ et BeIN Sports qui se partageaient jusqu'ici la diffusion des matchs.

Malheur aux perdants ?

Après quelques jours de suspense, l'UEFA a finalement attribué à Canal+ les deux meilleures affiches de la Ligue des champions, celle du mardi et celle du mercredi, toutes deux suivies de magazines avec les meilleurs moments des autres matchs de la soirée – et par conséquent la diffusion des clubs français lors de chaque journée. De son côté, BeIN Sports a obtenu la diffusion des 104 autres rencontres annuelles de la compétition. Et TF1 s'est vu confier la finale en clair, co-diffusée par Canal+ sur le payant. Un retour gagnant pour Canal+, une bouffée d'oxygène pour BeIN Sports et un cadeau inattendu pour TF1.

Les deux opérateurs jouaient un peu leur « va-tout » dans cette affaire. Avec un nombre d'abonnés en chute libre – 4,5 millions aujourd'hui, soit une perte d'un million d'abonnés en cinq ans –, Canal+ se devait de réagir. Et pour cela, il lui fallait notamment récupérer les droits du foot européen après avoir perdu ceux de la Ligue 1. Il faut dire que la place importante faite sur la chaîne au cinéma français et à son financement dépend en grande partie de la manne économique et financière de

Canal+ – laquelle repose en partie sur la diffusion du foot.

Du côté de BeIN Sport, les résultats financiers ne sont pas au rendez-vous. La chaîne n'a pas su dégager le moindre profit depuis sa création, en 2011. Avec 3,2 millions d'abonnés fin 2018 (avec un pic à 4 millions à l'issue de la Coupe du monde de football), la chaîne **accusait une perte d'exploitation** l'an dernier de 81 millions d'euros sept ans après son lancement. Le groupe qatari a sauvé deux matches de L1 à partir de la rentrée 2020 – qu'il paie au prix fort (320 millions d'euros) – et a d'ores et déjà sécurisé les diffusions de la Liga, la Serie A et la Bundesliga jusqu'en 2021. La chaîne était prête à revenir sur la scène européenne, mais pas à n'importe quel prix. D'où son positionnement.

Du côté des opérateurs qui repartent bredouilles, la situation est assez inégale. Pour RMC Sport, l'actuel diffuseur de toutes les coupes d'Europe, l'échec n'est peut-être qu'apparent. Lourdemment endetté le groupe Altice, maison-mère de SFR, n'a pas joué la surenchère – la **dette totale** d'Altice Europe se chiffre aujourd'hui à 31 milliards d'euros, selon le groupe, et celle d'Altice France à 16 milliards d'euros. À partir de l'été 2021, la chaîne de sport ne pourra plus diffuser la C1. Toutefois, le communiqué de la firme de Patrick Drahi indiquait que : « RMC Sport travaillera afin de continuer à offrir après 2021 le meilleur du foot européen. » Les affaires pourraient donc reprendre et les accords avec Canal+ aussi...

De son côté, Mediapro apparaît comme le grand perdant. Le groupe a manifestement raté l'occasion de renforcer sa grille de programmes avec ces matchs européens. L'opérateur aurait été écarté par l'UEFA au motif d'un manque de confiance. Pour rappel, le groupe sino-espagnol s'est offert la grande majorité de la Ligue 1, dès la saison prochaine, contre la promesse d'un chèque annuel de 780 millions d'euros. Cette décision de l'instance européenne ne devrait pas manquer d'interpeller la Ligue française de football quant à la capacité réelle de la nouvelle chaîne à payer la Ligue 1 sur la période 2020-2024. D'autant que son modèle économique apparaît très improbable. La chaîne vise, en effet, 4 millions d'abonnés – du jamais vu – et un abonnement à 25 euros par mois pour seulement 8 matches de Ligue 1. Qui va payer pour une telle offre ?

Un modèle à bout de souffle

Avec ce nouveau marché, nous assistons surtout à une envolée des prix des droits TV de la Ligue des champions (+19%, de 315 à 375 millions d'euros) alors que les résultats des clubs nationaux s'écroulent en coupe d'Europe. C'est même une augmentation de près de 500% de la valeur annuelle des droits TV en l'espace de quinze ans. Voilà un signal contradictoire : pourquoi payer autant si les performances ne sont pas là ? Quel est l'intérêt économique ? Quelle est la marge réelle

de rentabilité ?

À ceux qui prétendent que la rentabilité financière n'est pas la première motivation des concurrents, que celle-ci serait de « faire de l'influence », on rétorquera que seule BeIN Sport est dans cette stratégie.

Le scénario actuel est celui d'une inflation du montant des droits sans rapport avec les résultats sportifs ni avec les probabilités de rentabilité financière. On est un peu dans la « malédiction du vainqueur » lorsque le vainqueur paye un prix plus élevé que la valeur réelle du bien désiré.

Or, si les droits augmentent, il y a de fortes chances que le téléspectateur soit le premier lésé. Les chaînes, pour assurer leur rentabilité, devront probablement augmenter leur tarif d'abonnement. Le consommateur, qui reste le « renfloueur » en dernier ressort, pourrait devenir la « vache à lait » des diffuseurs. L'explosion des droits, saluée ces dernières années comme un signe de bonne santé du football, a également généré des effets pervers pour les chaînes et les consommateurs.

D'un côté, les sommes folles engagées ont, en effet, obligé les chaînes payantes à revoir à la hausse leurs tarifs pour tenter de rentabiliser leurs investissements. De l'autre, l'arrivée de nouveaux acteurs a contraint les téléspectateurs à multiplier les abonnements. Le tout encourageant indirectement le recours au piratage, de plus en plus structuré, voire payant (80 euros l'année en moyenne), mais toujours illégal.

Il faut dire que le risque d'éclatement de la bulle n'est pas loin. C'est ce que nous indiquions avec Pierre Rondeau, dans notre livre *Le foot va-t-il exploser ?* (Fondation Jean-Jaurès, Éditions de l'Aube) en insistant sur les dangers de la télé-dépendance des clubs et les usages émergents des consommateurs qui ne peuvent plus payer de multiples abonnements et s'en remettent au piratage ou au streaming. Une position qui nous avait valu le reproche de jouer les cassandres. Aujourd'hui, c'est le directeur général de BeIN Media Group qui **l'affirme** : « La glorieuse bulle des droits télé est sur le point d'éclater parce que le piratage s'est répandu aux quatre coins du monde et dans toutes les couches de la société », a-t-il ainsi déclaré lors du dernier Sport Business Summit à Londres.

Ces propos, venant du principal dirigeant d'une entreprise qui finance massivement le sport aux quatre coins du globe, ont fait grand bruit. En particulier par la dénonciation des flux piratés qui dévalorisent constamment la valeur de droits payés. On estime, en effet, que le piratage représente entre 10 et 20% de l'audience des retransmissions sportives, et à 500 millions d'euros le montant estimé de pertes économiques dû au piratage sportif, chaque année, en France.

Un système en recomposition

Ce scénario catastrophique n'a toutefois rien d'inéluctable. Il pourrait être contesté par l'entente entre les chaînes, ce que l'on pourrait appeler « la cartellisation ». Il apparaît, en effet, impossible que quatre acteurs de la télévision payante rentabilisent leurs investissements. Les rapprochements et des alliances sont donc nécessaires, et même salutaires.

D'ailleurs, Canal+ et RMC se sont déjà mis d'accord pour la diffusion conjointe de la Premier League. Pourquoi ne pas imaginer une nouvelle entente ? Médiapro et BeIN Sport se partagent déjà les droits futurs de la Ligue 1. Pourquoi ne pas imaginer une entente, voire une fusion entre Canal+ et RMC Sport et entre Mediapro et BeIN Sport ?

Ce scénario vient d'ailleurs à nouveau de s'opérer pour la Ligue 1 avec l'accord passé pour la période 2020-2024 entre Canal+ et BeIN Sports. Il ne s'agit pas ici d'une codiffusion entre les deux chaînes (comme c'est actuellement le cas pour la Premier League entre Canal+ et RMC Sport) mais bien d'un rachat en sous-licence de l'intégralité et de l'exclusivité des droits de BeIN Sports. Ce sont au total 76 matchs, dont 28 des 38 meilleurs affiches de chaque journée – sur 380 matchs, le reste étant détenu par Mediapro – que Canal+ a racheté à BeIN Sports pour un montant qui avoisinerait les 330 millions d'euros. Un nouveau bon coup pour la chaîne cryptée qui revient dans le jeu et tentera ainsi de stopper l'hémorragie de ses abonnés. Une opération stratégique pour BeIN qui avait besoin de s'adosser à une plateforme comme Canal+.

Cette stratégie permettrait tout à la fois une réduction des acteurs, un allègement du marché, une baisse des prix et retour à un équilibre optimal. Une perspective souhaitable avant de repenser plus en profondeur les droits TV en Europe.